46^e session de la Commission de la population et du développement

Point 3 de l'ordre du jour : Suite donnée aux recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement

LUXEMBOURG

Intervention prononcée par M. Olivier Maes
Représentant permanent adjoint auprès des Nations Unies

New York, le 22 avril 2013

Monsieur le Président,

Permettez-moi à mon tour de vous féliciter pour votre élection et de vous souhaiter, à vous ainsi qu'aux autres membres du Bureau, un plein succès dans l'exercice de votre tâche.

Ma délégation appuie pleinement la déclaration qui sera faite plus tard au cours de cette 46^e session de la Commission de la population et du développement au nom de l'Union européenne. Je limiterai mon intervention à quelques remarques complémentaires à titre national.

Le Luxembourg réaffirme son soutien inconditionnel au Programme d'Action du Caire, ainsi qu'aux actions-clés pour sa mise en œuvre, y compris au-delà du 20^e anniversaire de la Conférence du Caire en 2014. Le Luxembourg reconnaît la place importante des sujets relatifs à la CIPD, y compris la migration internationale, dans l'agenda du développement au-delà de 2015 et soutient les recommandations proposées en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive et les droits qui s'y attachent, l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres et les droits et l'autonomisation des jeunes et des adolescents, qui sont autant de dossiers thématiques prioritaires pour mon pays.

Pour progresser en la matière, le Luxembourg demeure activement engagé par le biais de ses contributions thématiques au Fonds des Nations Unies pour la population, UNFPA, et ce dans deux domaines d'intervention prioritaires de l'organisation : la santé reproductive, qui regroupe deux thématiques, la lutte contre la mortalité maternelle (« Safe Motherhood ») et la lutte contre la fistule, ainsi que le domaine « population et développement » qui comprend le recensement et les politiques démographiques. Dans cette perspective, le Luxembourg participe activement à la suite donnée aux recommandations de la CIPD.

A titre d'exemple, je mentionnerai certains des projets que nous appuyons. Dans le domaine de la santé maternelle et des droits reproductifs, le Luxembourg s'engage par exemple à apporter un soutien aux femmes en matière de planning familial pour éviter les grossesses non désirées, et pour faire en sorte qu'elles puissent accoucher dans un environnement sûr et sain, y compris en

prévenant ou en guérissant la fistule, et qu'elles puissent avoir accès à des services obstétriques d'urgence en cas de complications.

D'autres projets que nous soutenons, en collaboration avec des organisations comme UNFPA et UNICEF, visent à promouvoir l'abandon de la pratique de la mutilation génitale féminine ou excision et visent à renforcer la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, y compris la prévention du VIH/Sida.

Monsieur le Président,

Nous suivons bien sûr de très près les développements et le suivi dans le domaine de la migration internationale et du développement . A titre national, nous mesurons toute l'importance de ce thème étant donné que 44% de notre population est d'origine étrangère à l'heure actuelle. Notre pays compte plus de 170 nationalités. En comptant les travailleurs migrants journaliers, les migrants constituent pas moins de 70% de notre population active.

Fort de son expérience, le Luxembourg estime que le recensement des populations est une condition préalable à l'obtention de données démographiques désagrégées qui pourront par la suite fournir de meilleures bases pour l'élaboration des politiques nationales de développement. De plus, mon pays soutient le développement de capacités de recensement dans les pays en développement, afin de permettre aux autorités de ces pays de formuler des politiques qui tiennent compte de la spécificité et de l'évolution de leur population.

Au niveau du financement du développement , et en référence à l'intervention prononcée par Monsieur le Secrétaire permanent de Fidji, Monsieur Yauvoli, au nom du G77 et de la Chine, je voudrais souligner que le Luxembourg appuie activement les efforts visant à améliorer l'efficacité des transferts de fonds des migrants vers leur pays d'origine. Mon pays est également fermement engagé à maintenir son aide publique au développement au niveau de 1% de son revenu national brut.

Monsieur le Président,

Pour conclure, nous nous félicitons du thème choisi pour cette 46^e session de la CPD, qui permettra de bien préparer le Dialogue de haut niveau sur la migration et le développement qui doit se tenir les 3 et 4 octobre de cette année. Nous estimons que ce dialogue vient à point nommé. Eu égard au lien étroit qui existe entre migration et développement, le Luxembourg est convaincu que ce dialogue doit dûment tenir compte de l'importance des droits de l'homme dans toutes leurs dimensions.

Je vous remercie de votre attention.